

**Stéphane de La Rosa**

106 av de Saint-Mandé  
75012 PARIS  
[stephane.delarosa@u-pec.fr](mailto:stephane.delarosa@u-pec.fr)  
né le 19 mai 1978 – vie maritale, deux  
enfants

*Professeur de droit public**Université Paris-Est Créteil***CARRIÈRE ACADEMIQUE**

sept. 2017 -	Professeur à l'Université Paris-Est Créteil (1 <sup>ère</sup> cl., 3 <sup>ème</sup> ech ; titulaire de la PEDR -CNU, 2017)
sept. 2013	Professeur intervenant à Sciences-Po Paris, Ecole de droit : cours de droit économique européen (master I « Droit économique »)
sept. 2010 – sept. 2007	Professeur de droit public à l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis (UVHC), Faculté de droit, économie et gestion
janv. 2011 – juin 2016	Professeur associé à l'Université Catholique de Lille
sept. 2007 - août 2010	Maître de conférences en droit public à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC)
sept. 2005 - août 2007	Assistant d'Enseignement et de Recherche (ATER) à l'IEP d'Aix-en-Provence
sept. 2004- mai 2005	Stagiaire à la Commission européenne (DG Emploi et affaires sociales)
sept 2002 – août 2005	Allocataire moniteur normalien, Université Aix-Marseille III

**CURSUS UNIVERSITAIRE**

2010	Agrégation des Facultés de droit (droit public)
2007	Qualification aux fonctions de maître de conférences (droit public)
dec. 2006	Doctorat en droit public, Université Aix-Marseille III Sujet : « <i>La méthode ouverte de coordination dans le système juridique communautaire</i> », thèse réalisée en cotutelle avec l'Université Aix-Marseille III et l'IUE de Florence (codirection R. Mehdi et M.-A. Moreau), prix de thèse P-H. Teitgen et prix de thèse Université Aix-Marseille.
2002	DEA de droit communautaire, Université Aix-Marseille III, mention bien.
2001	Agrégation du secondaire en économie et gestion, option A gestion administrative
2000	Maîtrise de droit européen, Université de Rennes I, mention bien.
1999	Licence de droit, Université de Rennes I.
1998-2001	Lauréat du concours d'entrée à l'École Normale Supérieure de Cachan, élève du département droit, économie et gestion (D1).
1998	DEUG de droit, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, mention bien.

<b>1996-1998</b>	Elève en classe préparatoire à l'ENS Cachan, Lycée Turgot (Paris)
<b>Langues</b>	Anglais : rédaction d'articles, capacité d'intervenir et à faire cours dans la langue ; espagnol : niveau maîtrise ; italien : bonnes notions

## RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

<b>oct. 2018 -</b>	<p>Directeur du laboratoire « Marchés, Institutions, Libertés » (MIL EA 7382), laboratoire de recherche regroupant l'ensemble des enseignants-chercheurs et des doctorants en droit à l'UPEC (environ 200). Activités menées en tant que directeur du MIL :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de l'évaluation par l'HCERES</li> <li>- Refonte de la communication du laboratoire (site, lettre d'information)</li> <li>- Mise en place de séminaires doctoraux</li> <li>- Définition des axes de recherche pour le prochain contrat</li> </ul>
<b>sept. 2018 -</b>	Coreponsable du master « Droit européen » (avec A. Iliopoulou) à l'UPEC
<b>sept. 2017 -</b>	Coreponsable du master « Droit public des affaires » (avec S. Gilbert) à l'UPEC
<b>sept 2015 - sept. 2017</b>	Vice doyen de la Faculté de droit de Valenciennes, en charge de la politique scientifique et des relations internationales
<b>sept 2014 - sept. 2017</b>	Responsable du master II Droit public des affaires, parcours « contrats publics » à l'UVHC
<b>juin 2011-sept 2015</b>	Responsable du Master I « Droit public- Droit privé » à l'UVHC
<b>juin 2011- nov. 2015</b>	<p>Directeur du laboratoire « Institut du Développement et de la Prospective » (IDP EA 1384), composante de recherche autonome de l'UVHC, regroupant 50 enseignants-chercheurs en droit public, privé, histoire du droit, économie et sciences gestion. Activités menées en tant que directeur de l'IDP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Obtention de financements institutionnels pour des programmes de recherche (Région, Chaire Jean Monnet, contrats doctoraux régionaux), sur des thématiques pluridisciplinaires, associant droit et économie (marché ferroviaire) ;</li> <li>- Mise en place de partenariats avec le monde industriel (IRT Railenium et pôle de compétitivité) ;</li> <li>- Rédaction de statuts et réorganisation totale de l'unité en axes de recherche cohérents avec les orientations scientifiques de l'Université ;</li> <li>- Adossement à la recherche de l'ensemble des masters de l'Université en droit (public, privé), économie et gestion.</li> </ul>

## ENSEIGNEMENTS ( DEPUIS 2010 )

### *1 – Droit institutionnel et général de l'Union*

- Droit général de l'Union européenne, L2/L3, 33h (depuis 2010 à l'UVHC puis à l'UPEC, avec TD).
- Contentieux communautaire et européen, M1, 30h (2010-2017, UVHC, avec TD)

- Organisations européennes, L2, 33h (2010-2012, UVHC)

## 2 – Droit administratif – droit public interne

- Droit des contrats administratifs, M1, 33h (UPEC, depuis 2018, avec TD)
- Droit administratif général, L2, 33h (UVHC, 2016/2017, avec TD).
- Droit public économique, M1, 33h (UVHC, de 2010 à 2014, avec TD)
- Régime des contractuels de la fonction publique, M2, 15h (UVHC, de 2011 à 2016)

## 3 – Droit économique européen – marché intérieur, concurrence, marchés régulés

- Droit économique européen, M1, 24h (Sciences Po Paris, depuis 2013)
- European economic regulation law, M2 droit européen, 25h (UPEC, depuis 2017)
- Système économique et financier de l'Union européenne, M2 droit européen, 15h (UPEC, depuis 2017)
- Pratique du droit européen des affaires, M2 droit public des affaires, 20h (UPEC, depuis 2017)
- Droit public de la concurrence, M2 droit européen, 25h (UPEC, 2017-2019)
- Droit de la concurrence approfondi, M2 droit des affaires, 25h (UVHC, de 2014 à 2017)
- EU public business law, M1, 30h (UVHC, de 2014 à 2017)

## 4 – Droit européen – politique sectorielles

- Droit européen des contrats publics, M2 droit public des affaires, 20h (UPEC, depuis 2017)
- Droit social européen, M2 droit des affaires, 20h (UVHC de 2013 à 2017)
- Politiques de l'Union européenne, M1, 33h (Univ. Cath. Lille, de 2011 à 2016)

## 5 – Droit européen – droits fondamentaux

- Constitutional issues of EU system of fundamental rights, M1/M2, 30h (UPEC, 2017/2018, avec TD)
- Droit de la CEDH, M1, 30h (UVHC, 2011-2013)

# PUBLICATIONS

## I – MONOGRAPHIES INDIVIDUELLES

***Droit européen de la commande publique***, Bruylant, coll. Droit de l'Union, série « Manuels », 2017, 468 p. ISBN 978-2-8027-5515-9 (seconde édition à paraître en 2020)

***La méthode ouverte de coordination dans le système juridique communautaire***, Bruylant, coll. Travaux du CERIC, 2007, 692 p (publication de la thèse de doctorat, prix de thèse Pierre-Henri Teitgen).

## II – DIRECTION D'OUVRAGES COLLECTIFS

(collab. Didier Lhomme, Anamarija Musa), ***Good local governance. Application of European standards for local public services in France and Croatia***, Bruylant, coll. Rencontres européennes, 2016, 484 p., août 2016.

(collab. F. Martucci, E. Dubout) (dir.), ***L'Union européenne et le fédéralisme économique***, Bruylant, actes du colloque CEDECE 2013, juin 2015, coll. droit de l'Union, série « Grands colloques », 472 p.

S. de La Rosa (dir.) *Les concessions et le droit européen de la commande publique. Les apports de la directive 2014/23/UE sur l'attribution des contrats de concession*, ed. Société Législation Comparée, coll TEE, n° 10, 2014, 220 p.

(collab. F. Peraldi Leneuf) (dir.), *L'Union européenne et l'idéal de la meilleure législation*, Pedone, coll. IREDIES, cahiers européens n° 5, 2013, 246 p.

### III – ARTICLES PUBLIES DANS DES REVUES

- 1) La "sanction budgétaire" risque-t-elle de faillir ? A propos du règlement portant protection du budget européen en cas de défaillance de l'état de droit, *Rev Aff. Eur.* 2019/1, pp. 67-74
- 2) (collab. C. Frackowiak), "La genèse du Code de la commande publique", *AJ Contrat*, avril 2019
- 3) « Les enjeux du contrôle juridictionnel des prix réglementés de l'énergie. A propos des affaires 'Anode' devant le Conseil d'Etat », *Ius Publicum*, 2-2018 (www.ius-publicum.com)
- 4) "Le programme santé de la Commission : véritable politique européenne de santé ou simple appui aux politiques nationales ?", *Rev. Aff. Eur.* 2017/4, pp. 597-606
- 5) « L'accès au réseau » (dossier spécial sur la réforme ferroviaire), *RFDA* 2018, n° 5, p. 874
- 6) "The OMC processes in the health care field: what does coordination really mean?", *European Papers*, vol. 3, 2018, pp. 215-234.
- 7) « La transformation des professions réglementées », coordination d'un dossier pour la *Rev. Aff. Eur.*, 2017/3, et « L'Union européenne et les professions réglementées : continuité ou nouvelle approche », 2017/3, pp. 409-422.
- 8) « Les prix réglementés et les marchés de l'énergie. Sursis, disparition, adaptation ? », *RFDA* 2017, n° 6, pp. 1099-1115
- 9) « L'approfondissement de la gouvernance économique de l'Union et le sens de l'intégration », *Rev. Trim. Droit Européen*, 2016, n° 3, juillet-septembre 2016, pp. 513-536.
- 10) « La place de la négociation dans la conclusion des marchés publics », *AJ Contrats d'affaires*, juillet 2016, n° 16, pp. 309-356.
- 11) « Les exclusions », *RFDA* 2016, n° 2, pp. 227-237 (dossier spécial coordonné par le Pr. Delvolvé sur les ordonnances marchés et concessions).
- 12) « L'élaboration des positions nationales dans le cadre du semestre européen », *Rev. française d'administration publique*, 2016/2, pp. 531-543.
- 13) « La jurisprudence *Viking-Laval* et le nouveau cadre du détachement », in dossier coordonné par C. Rapoport, « Le nouveau cadre du détachement après la directive 2014/67 », *Revue de l'Union Européenne*, mars 2016, pp. 151-156.
- 14) « La qualification de l'Union européenne par elle-même. Retour sur les qualifications jurisprudentielles de l'intégration européenne », *Annuaire de Droit européen* 2014, pp. 89-106.
- 15) « Enjeux et négociation de la directive sur l'attribution de contrats de concession », *JCP A*, mai 2014, 2136 (direction d'un dossier au *JCP A*)

- 16) « Vers un approfondissement de l'encadrement européen des concessions de service. A propos de la directive sur l'attribution des contrats de concession », *Les Petites Affiches*, mars 2014, n° 55.
- 17) (collab. C. Rapoport), « La bataille du Rail a commencé. Premières décisions de la Cour de justice sur la mise en œuvre des directives ferroviaires », *Europe*, juillet 2013, pp. 6-11.
- 18) "The Directive on cross-border healthcare or the art of codifying complex case law", *Common Market Law Review*, 2012, vol. 49, n° 1, pp. 15-46.
- 19) « Quels droits pour les patients en mobilité ? A propos de la Directive sur les droits des patients en matière de soins transfrontaliers », *Revue française des affaires sociales*, 2012, n° 1, pp. 108-129.
- 20) « L'accès des patients aux soins transfrontaliers ou la dualité d'un régime de mobilité », *Rev. Aff. Eur.*, 2011, n° 3, pp. 519-530.
- 21) (collab. E. Mazuyer), « La régulation sociale européenne et l'autorégulation: le défi de la cohérence dans le recours à la 'soft law' », *Cahiers de droit européen*, 2010, vol. 45, pp. 295-333.
- 22) « L'article 6§1 de la Convention européenne, le Conseil constitutionnel et la question préjudicielle de constitutionnalité », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, pp. 817-836.
- 23) « La contribución del Método Abierto de Coordinación a la política social de la Unión Europea », *Revista Europea de Derechos Fundamentales*, 2009, n° 13.
- 24) « La mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité confrontée aux exigences de la Communauté de droit. Réflexions sur l'arrêt *Kadi* », *Rev. Aff. Eur.* 2/2007, pp. 317-339.
- 25) « La citoyenneté européenne à la mesure des intérêts nationaux. A propos de l'arrêt *Förster* » (aff. C-158/07 du 18 novembre 2008), *Cahiers de Droit Européen*, n° 2, pp. 549-567.
- 26) « Le traité modificatif et la répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres. Clarification ou régression ? », *Annuaire de Droit européen* 2007, pp. 101-122.
- 27) « Stratégie européenne pour l'emploi : les nouvelles orientations », *Droit Social*, 2005, n° 12, pp. 1210 à 1218.
- 28) « The Open Method of Coordination in the New Members States : the Perspectives for its Uses as a Tool of Soft Law », *European Law Journal*, 2005, vol. 11, n° 5, pp. 618 à 640.
- 29) « Le différend *Communautés européennes – Condition d'octroi des préférences généralisées – Une validation inattendue des différenciations dans l'attribution des préférences généralisées ?* », *L'Observateur des Nations Unies*, n° 16, printemps – été 2004, pp. 95 à 109.
- 30) « A propos de la décision du groupe spécial de l'OMC *Communautés européennes – Condition d'octroi des préférences généralisées : vers une remise en cause du SPG communautaire à la carte ?* », *L'Observateur des Nations Unies*, n° 15, automne-hiver 2003, pp. 3 à 23.

#### IV – CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS

- 1) (collab. D. Houtcieff et D. Mazeaud), « Cause du contrat ou contrepartie convenue », in V. Bouhier, D. Houtcieff (dir.) *Contrats de droit privé et contrats de droit administratif. Droit comparé interne*, LGDJ, 2019, pp. 61-81.
- 2) « La laïcité dans la jurisprudence de la CEDH », in B. Nabli (dir.), *La laïcité en questions*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2019, pp. 161-175.

- 3) "L'application par les groupements européens de coopération territoriale du droit de la commande publique", in R. Colavitti (dir.), **Les organismes européens de coopération territoriale**, Bruylant, Bruxelles, 2018, pp. 115-128
- 4) « La politique sociale » in L. Clément Wilz (dir.), **Le rôle politique de la CJUE**, Bruxelles, Bruylant, coll. Droit de l'UE, 2018, pp. 335-345
- 5) « Les principes fondamentaux de la commande publique devant la Cour de justice : le développement d'un contentieux de seconde génération ? », in (dir.) E. Muller, **La commande publique, levier de l'action publique**, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2018, pp. 160-175.
- 6) Le semestre européen et l'évolution des instruments de coordination et de rapprochement in (dir.) J-B. Auby, P. Idoux, **Le gouvernement économique européen**, Bruxelles, Bruylant, 2017, pp. 375-388
- 7) Le mieux légiférer et la limitation du recours aux actes législatifs de l'Union, in N. Rubio, **La fabrication du droit de l'Union européenne dans le contexte du "Mieux légiférer"**, coll. Confluences des droits [en ligne], UMR DICE, Aix-en-Provence, 2017, pp. 95-112
- 8) La lutte contre la fraude et le droit européen de la commande publique, in F. Martucci, F. Picod (dir.), **La fraude et le droit de l'Union européenne**, Bruylant, coll. Droit de l'UE, 2017, pp. 213-232.
- 9) "Local autonomy and European public procurement law", in de La Rosa, Lhomme, Musa (dir.), **Good local governance. Application of European standards for local public services in France and Croatia**, Bruylant, coll. Rencontres européennes, 2016, pp. 60-72.
- 10) « L'adossement de l'Union bancaire au système juridique de l'Union » in F. Martucci (dir.), **L'Union bancaire**, Bruylant, coll. Droit de l'Union, série grands colloques, 2016, pp. 77 à 98.
- 11) « La spécificité du marché ferroviaire en droit de l'Union », **Mélanges en l'honneur du Pr. Claude Blumann**, Bruylant, 2015, pp. 328-336.
- 12) (collab. C. Rapoport), « Les enjeux du quatrième paquet ferroviaire ou la définition d'un espace ferroviaire européen », in C. Rapoport (dir.), **L'espace ferroviaire unique européen**, Bruylant, coll. Rencontres européennes, 2015, pp. 5-30.
- 13) « Ce que coordonner veut dire. A propos des méthodes de coordination des politiques nationales de santé en droit de l'Union », in E. Brosset (dir.), **Droit européen et protection de la santé. Bilan et perspectives**, Bruylant, coll. Travaux de droit international et européen, 2015, pp. 83-98.
- 14) « L'évaluation des réformes économiques et sociales par la Commission », in D. Dero, A. Annamayer (dir.), **L'évaluation en droit public**, LGDJ, coll. Centre Michel Hospital, Presses Universitaires de Clermont Ferrand, 2015, pp. 89-108.
- 15) « Le droit de l'Union saisi par l'objectif de croissance », in S. de La Rosa et al. (dir.), **L'Union européenne et le fédéralisme économique**, 2015, Bruylant, coll. Droit de l'UE, pp. 381-408.
- 16) « Les contrats de concession à l'épreuve du droit de l'Union ou le renouvellement d'une figure de la commande publique », in S. de La Rosa (dir.), **L'encadrement des concessions par le droit européen de la commande publique. Les apports de la directive 2014/23**, SLC, coll. TEE, 2014, pp. 9-37.

- 17) « L'Union européenne en quête d'une meilleure législation. A propos du programme 'Mieux légiférer' », in (dir.) F. Péraldi, S. de La Rosa, *L'Union européenne et l'idéal de la meilleure législation*, 2013, pp. 49-68.
- 18) « La part du droit européen dans la reconnaissance des droits des détenus. Retour sur une influence à plusieurs visages », in S. Boussard (dir.), *Les droits de la personne détenue. Après la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2013, pp. 263-289.
- 19) « L'écriture des libertés de circulations », in E. Dubout, A. Maitrot de la Motte (dir.), *L'unité des Libertés de circulation*, Bruylant, coll. Droit de l'UE, 2013, pp. 9-40.
- 20) « La transversalité de la solidarité dans les politiques matérielles de l'Union européenne », in C. Boutayeb (dir.), *La solidarité en droit européen*, Dalloz, coll. Thèmes et Commentaires, 2012, pp. 165-190.
- 21) « Normes sociales internationales et européennes : des interactions en quête de modèle », in E. Dubout, S. Touzé (dir.), *Les interactions entre normes européennes et internationales*, Pedone, coll. Droit européen, 2012, pp. 263-289.
- 22) « Le processus décisionnel à l'épreuve du recours à la méthode ouverte de coordination », in M. Blanquet (dir.), *La prise de décision dans le système de l'Union européenne*, Bruylant, coll. Droit de l'Union européenne, 2011, pp. 127-156.
- 23) « L'encadrement communautaire et international de la responsabilité sociale de l'entreprise », in E. Mazuyer (dir.), *Regards croisés sur le phénomène de la responsabilité sociale de l'entreprise*, La Documentation française, coll. Monde européen et international, 2010, pp. 123-146.
- 24) « La doctrine espagnole sur la CEDH ou la formation d'un discours savant à la lueur de la jurisprudence constitutionnelle nationale », *Annuaire de Droit européen* 2008, pp. 1049-1064 (dans le cadre d'un groupe de recherche GIP sur la formation du discours savant sur la CEDH, piloté par S. Hennette Vauchez).
- 25) « La méthode ouverte de coordination comme voie d'échange entre les droits ? », in D. Fasquelle, S. Robin-Olivier (dir.), *Les échanges entre les droits, l'expérience communautaire. Une lecture des phénomènes de régionalisation et de mondialisation du droit*, Bruxelles, Bruylant, 2009, pp. 59-84.
- 26) « La cohérence du système juridique communautaire confronté à la méthode ouverte de coordination », in V. Michel (dir.), *Le droit, les institutions et les politiques de l'Union européenne face l'impératif de cohérence*, 2009, Presses Universitaires de Strasbourg, pp. 147-168.
- 27) (collab. D. Nazet-Allouche) « Les mutations du dialogue social européen », in R. Mehdi, L. Boisson de Chazournes (dir.), *Une société internationale en mutation : quels acteurs pour une nouvelle gouvernance ?*, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 327 à 346.
- 28) « Aperçu des réponses normatives du droit communautaire au changement de l'entreprise - la place croissante des outils de soft law » in *Le changement de l'entreprise au miroir des sciences sociales*, dossier spécial de la revue *Entreprises et histoire*, n° 34, 2004, pp. 45 à 57.

## V – VULGARISATION, ENCYCLOPEDIAS

- « Les libertés collectives », in S. Guinchard (dir.), *Grand oral : protection des libertés et droits fondamentaux*, Dalloz, coll. Préparation CRFPA, pp. 453-536 (réactualisation en 2015, 2017, 2018 et 2019).

- Fascicule de JurisClasseur « **Politique de cohésion économique, sociale et territoriale – Cadre juridique et organisation générale** », *JurisClasseur Europe Traité*, 2012-5 (création de jurisclasseur).
- Plusieurs billets réalisés pour le site du « Club des juristes » : "La France peut-elle taxer les camions étrangers qui traversent son territoire" (sept. 2018), "La loi pour un nouveau pacte ferroviaire ou la nouvelle vie du rail" (juin 2018), "Les conclusions de l'AG Szpunar dans l'affaire Uber Spain" (mai 2017), "La clause 'molière' et le droit européen" (mars 2017).

## VI – NOTES ET CHRONIQUES

### *Chroniques de jurisprudence*

- Chronique sur les « Contrats publics », *Annuaire de droit de l'Union européenne*, 2018
- Chronique sur la « Politique de cohésion économique, sociale et territoriale », *Annuaire de Droit de l'Union Européenne 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017* (étude de l'actualité législative et jurisprudentielle, sur 20 p.)

### *Notes (commentaires) de jurisprudence*

- « L'influence grandissante des principes fondamentaux de la commande publique. A propos de l'arrêt Borta » (CJUE, 5 avril 2017, aff. C-298/15), *RAE*, 2017/2, pp. 343-351.
- « "De la difficulté à concilier les impératifs concurrentiels et la satisfaction des exigences d'intérêt général sur les marchés régulés. A propos de l'intervention étatique sous forme de prix réglementés sur le marché du gaz », commentaire de CJUE, 7 septembre 2016, *ANODE*, aff. C-121/15, *RAE* 2016/3, pp. 529-537.
- « Les principes sociaux de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne sont-ils décoratifs ? A propos de l'arrêt Association de Médiation Sociale » (CJUE, gr. ch., 15 janvier 2014, C-176/12), *Recueil Dalloz* 2014, n° 11, p. 705.
- « Le dialogue entre le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme ou l'influence discrète du droit européen dans l'inconstitutionnalité de la garde à vue de droit commun » (Cons. constit., décision 2010-14/22 QPC, 30 juillet 2010, M. Daniel W et a.), *Constitutions*, 2011, n° 1

## VII – NOTES DE LECTURE

- Note de lecture sur S. Adalid, « La BCE et l'Eurosystème : exemple d'intégration verticale », *Annuaire de droit de l'Union européenne 2015*
- Note de lecture sur C. Nourissat et a. « Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne », *RTDE* 2016, n° 1
- Book review on A. Dedossez, "Le dumping social dans l'Union européenne", *Common Market Law Review* 2016, n° 1.
- Book review on O. Clerc, « The economic governance of the European Union. Researches on the integration trough differentiation », *Common Market Law Review*, vol. 51, n° 5, p. 1560
- S.Mahieu, K. Merten-Lentz (dir.), « Sécurité alimentaire. Nouveaux enjeux et perspectives, » *Annuaire de Droit Européen* 2013
- Neframi (dir.), « Objectifs et compétences dans l'Union européenne », *Annuaire de droit de l'Union européenne 2012*.
- Laura Nistor, « Public services and the European Union - Healthcare, Health Insurance and Education Services », *Common Market Law Review*, vol. 50, n° 5.



- Note sur C. Degryse « Dictionnaire de l'Union européenne », *Annuaire de Droit de l'Union européenne* 2011.
- Note sur E. Carpano, M. Karpenshiff (dir.) « Le revirement de jurisprudence en droit européen », *Rev. Trim. Droit Européen*, 2013.
- Book review on P. Nihoul, A-Cl. Simon (dir.), « Marché intérieur, sécurité sociale, concurrence », *European Law Journal*.

## RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE

### I – ACTIVITES DANS DES UNIVERSITES ETRANGERES, RESEAUX SCIENTIFIQUES

- Depuis juin 2019, responsable de la branche française de la FIDE (Fédération internationale du droit européen), coordination de la participation française aux congrès internationaux de la FIDE (La Haye, 2020)
- Coordination du rapport français pour le congrès international de la FIDE (mai 2018), *Impôts, aides d'Etat et distorsions de concurrence* (avec F. Martucci)
- De 2013 à 2016, Professeur invité à la Faculté de droit de Zagreb :
  - Avril 2016 : General lecture on « EU economic governance at a crossroad »
  - Avril 2014 : General lecture on « The reception of EU primacy in the administrative case-law » & seminar on « A new framework for EU law procurement »
  - Juillet 2013 : General lecture on « The many faces of the principle of primacy and the competence of national judges »
- Université de Maastricht (nov. 2016), intervention au colloque annuel "Ius Comune Conference", "Taking stock of the Open Method of Coordination" (with B. de Witte)
- ULB (juin 2013), séminaire de l'Institut d'Etude Européenne, « Are new modes of governance over ? A retrospective appraisal of the White Paper on EU governance »

### II – PILOTAGE DE PROJETS COLLECTIFS DE RECHERCHE, PARTICIPATION A DES PROJETS

- 2017 - Direction d'un projet de recherche internationale intitulé « Principes communs des contrats publics en Europe », dans le cadre du réseau « Contrats publics et globalisation » créé par le Pr. J-B. Auby.
  - Projet réunissant des études nationales de 15 Etats sur l'usage des principes dans le régime des contrats publics
  - Etude systématique de la portée et de la fonction de ces principes
  - En partenariat avec l'UVHC et l'Université de Vigo (Espagne)
- 2013-2016 : Titulaire d'une Chaire Jean Monnet
- 2011 -2014 : Participation au projet CORUS, financé par la région Nord Pas de Calais, sur la reconnaissance et la place de l'économie sociale et des services sociaux dans le droit de l'Union européenne.
- 2008-2010 : Participation au programme de recherche GIP (Droit et justice) mené par le professeur S. Henneville-Vauchez (Université Paris XII) sur « La CEDH vue d'ailleurs. Acteurs du « dedans » et du « dehors » dans la construction d'une norme juridique de référence. ».

- 2006-2009 : Participation à un programme de recherche (ANR – Jeunes chercheurs) mené par le CERIC et l'IETL (Institut d'Etudes du Travail de Lyon), dirigé par Emmanuelle Mazuyer, Chargée de recherches CNRS, sur « L'encadrement juridique de la responsabilité sociale des entreprises ».
- 2004-2006 : Réponse à un appel d'offre de la Commission européenne, en collaboration avec le professeur R. Mehdi ; obtention d'un financement pour un projet de recherche mené par le CERIC, mobilisant 15 chercheurs, portant sur la revitalisation de la soft law en droit communautaire.

## II - ORGANISATION DE COLLOQUES ET CONFERENCES

<b>oct. 2018</b>	Organisation d'un colloque à l'UPEC : « La transformation du droit applicable aux contrats publics », regards croisés entre les droits français et tunisiens
<b>juin 2016</b>	Organisation d'un colloque à l'UVHC : « Les nouvelles ordonnances marchés et concessions : les marges de manœuvre de la commande publique »
<b>juin 2013</b>	Co organisateur du colloque annuel de la CEDECE : « L'Union européenne et le fédéralisme économique », Assemblée nationale, 20 et 21 juin 2013 (en partenariat avec les Universités Paris Créteil, Strasbourg et Aix-Marseille)
<b>mai 2013</b>	Organisateur d'une journée d'étude : « La directive sur l'attribution des contrats de concession. Quelles conséquences pour les collectivités ? », Université de Valenciennes, actes publiés en 2014 à la SLC, en partenariat avec le réseau Trans Europe Experts (TEE)
<b>nov. 2011</b>	Co organisateur du colloque « L'Union européenne et l'idéal de la meilleure législation » (en partenariat avec Lille 2), actes publiés en 2013 chez Pedone.
<b>fev. 2011</b>	Mise en place d'une journée doctorale régionale à l'Université de Valenciennes, commune à l'ensemble des doctorants des universités du nord de la France. Cette journée est désormais annuelle.

## III - INTERVENTIONS A DES COLLOQUES (DEPUIS 2011)

<b>juin 2019, univ Lyon</b>	Participation à la table ronde « La démocratie européenne est-elle soluble dans le marché ? », colloque annuel de la CEDECE, Lyon, (dir. E. Carpano et G. Marti)
<b>nov. 2018, univ Aix</b>	« Le nouveau code de la commande publique », Rencontres du droit et de la procédure administrative, Univ. Aix et Barreau d'Aix-Marseille
<b>oct. 2018, univ Le Havre</b>	« La procéduralisation dans le droit européen de la commande publique », colloque « La procéduralisation en droit du marché intérieur, Le Havre (dir. S. Adalid)
<b>oct. 2018, UPEC</b>	« Le champ matériel du nouveau code de la commande publique »
<b>avril 2018, univ Le Mans</b>	« Les espérances légitimes devant la Cour de justice de l'Union », colloque « Espérance légitime et confiance légitime », université du Maine (dir. S. Robert Cuende)

- oct. 2017, univ. Limoges** « La politique sociale et le rôle politique de la Cour de justice », colloque « Le rôle politique de la Cour de justice », université de Limoges (dir. L. Clément Wilz)
- mars 2017, UVHC** « Le Brexit et la libre circulation des patients », colloque international sur le Brexit, organisé par les Universités de Lille, Valenciennes et Littoral (dir. M. Ho Dac et E. Bernard)
- oct. 2016, Univ Aix** « Le mieux légiférer et le retrait des propositions législatives », colloque sur le « Mieux légiférer » organisé à la Faculté de droit Univ. Aix-Marseille, CERIC (dir. R. Mehdi).
- mai 2016, Maison Europe Paris** Le « Brexit et la gouvernance économique de l'Union », journée d'étude organisée par la CEDECE
- avril 2016, Zagreb** « The strengthening of EU economic governance and the requirements of the rule of law »
- mars 2016, UVHC** « La part de la négociation dans les contrats de la commande publique », colloque « La négociation et le contrat », à l'occasion de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats.
- oct 2015, Paris II** « La fraude et le droit européen de la commande publique », intervention au colloque sur la « Fraude en droit de l'Union », organisé par le Centre de droit européen de Paris II (dir. F. Picod).
- janv. 2015, Paris II** « Les bases juridiques et les pouvoirs du législateur dans l'Union bancaire », intervention au colloque sur « l'Union bancaire en droit de l'Union européenne », colloque organisé par le Centre de droit européen de l'Université Paris II (dir. F. Martucci).
- dec. 2014, Sénat** « Rétrospective et prospective des qualifications juridiques de l'Union européenne », intervention au colloque « La qualification juridico-politique de l'Union européenne », colloque organisé par le centre de théorie juridique de l'Université de Cergy Pontoise (dir. S. Roland).
- mai 2014, Paris V** « L'évaluation des politiques économiques et sociales des Etats par la Commission », intervention au colloque « L'évaluation en droit public », colloque organisé par l'équipe Maurice Hauriou, Université Paris V (dir. D. Dero et A. Annamayer).
- avril 2014, CAA Douai** « Hiérarchie et habilitation. Les deux facettes du principe du primauté », intervention au colloque sur les 50 ans de l'arrêt Costa, organisé par la Cour Administrative d'appel de Douai et l'Université Lille 2.
- sept. 2013, UVHC** « La formation de l'espace ferroviaire européen et les enjeux du quatrième paquet ferroviaire », symposium international organisé par l'UVHC (IDP).
- juin 2013, Ass. nationale** « Les instruments de la croissance en droit de l'Union », intervention au colloque annuel de la CEDECE, avec le parrainage de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.
- mai 2013, UVHC** « La future directive sur les contrats de concession », intervention au colloque organisé par l'UVHC (IDP), Valenciennes.

- avril 2013, Lille 2** « Les Etats, interprètes d'un nouveau rôle », intervention au colloque « L'Union européenne: le temps des Etats-Unis d'Europe ou la persistance des souverainismes ? », organisé par l'équipe CRDP, Lille 2 (dir. P. Meunier).
- mars 2012, Paris 12** « L'écriture des libertés de circulation », intervention au colloque sur « L'unité des libertés de circulation », organisé par l'équipe SDIE, Université Paris Est, mars 2012.
- janv. 2012, Sénat** « La part du droit européen dans la reconnaissance des droits des détenus », intervention au colloque « Les droits de la personne détenue », organisé par les équipes SDIE et CREDOF (dir. S. Bousard).
- fev. 2011, Paris I** « Les interactions entre normes sociales européennes et internationales », intervention au colloque « L'unité des libertés de circulation », organisé par les équipes IREDIES (Paris I) et SDIE (Paris 12).

#### **IV - ACTIVITES DE FORMATION**

- 2014 - Dans le cadre de l'Ecole Nationale d'Administration : intervention en anglais pour une formation destinée aux diplomates des représentations permanentes, 27 octobre 2014 : « Influence of the Lisbon Treaty in the European policy making ».
- 2013 - Dans le cadre de l'Ecole européenne d'administration publique : intervention pour une session de formation sur « La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne en pratique », Conseil d'Etat, 21 et 22 novembre 2013.

#### **V - JURYS, COMITES, EVALUATION, SOCIETES SAVANTES**

- 2019 - : responsable (faisant fonction) de la branche française de la FIDE (AJE)
- 2013-2017 : Membre du CA de la CEDECE (société savante en droit européen) et trésorier de l'association. En cette qualité, préparation et obtention d'un financement de la Commission européenne pour les activités de la CEDECE sur la période 2015-2018.
- Membre de Trans Europe Experts, pôle « Marchés publics et services publics »
- Présidence de Comités de sélection pour le recrutement de professeurs (Lille 2, 2015 ; UVHC, 2019) et pour le recrutement de Maîtres de conférences (UVHC, en 2016 et 2013) ; membre externe de nombreux COS (IEP de Lille, Clermont Ferrand, Paris I, Université de Cergy))
- 2013-2016 : Membre du jury du concours de plaidoiries en droit de l'Union organisé par l'Université de Lille II
- Président du jury pour le prix de thèse de l'école doctorale Lille Nord de France (2015)
- Expert AERES pour l'évaluation de laboratoires recherches (Grenoble, dec. 2014)
- Expert AERES pour l'évaluation de masters (vague D, 2013))
- Expert pour l'ANR pour l'évaluation de l'appel à projets « Métamorphoses des sociétés : Globalisation et gouvernance » (2013)

## **ENCADREMENT DOCTORAL ET SCIENTIFIQUE**

### **I - DIRECTION DE THESES**

#### *- Thèses soutenues*

- M. Hicham Rassafi-Guibal, « La notion de preuve économique. Recherche sur les interactions entre

droit et économie en droits administratifs internes et européens », soutenue en juin 2016 à l'Université de Valenciennes. Très honorable et félicitations du jury.

Jury: Pr. P. Idoux, D. Ritleng, F. Martucci, J. Sirinelli. Devenir du doctorant: qualifié CNU 02, MCF contractuel (« Assistant Professeur ») à l'Université de la Sarre (All).

- M. Thomas Destailleurs, « L'obligation de service public en droit de l'Union », soutenue en décembre 2018 à l'Université de Valenciennes. Nouveau régime de doctorat (sans mention).

Jury: G. Eckert, L. Grard, M. Karpenschif, F. Peraldi Leuneuf. Devenir du doctorant: post doctorant à l'Université de Valenciennes

#### *- Thèses en cours*

- A-M. Oprea, L'ouverture à la concurrence du transport interne de voyageur (depuis sept. 2018)
- Mme Fareen Altaf, Le financement de l'intérêt général en droit de l'Union (depuis sept 2015)
- Simon Thelliez, Recherche sur la notion de commande publique durable (depuis 2014)
- Frédéric Allemand, Le régime de la dette en droit de l'Union (direction d'une thèse sur travaux qui systématise l'activité scientifique du candidat, depuis sept. 2016).

## **II - DIRECTION D'HDR**

- M. Vincent Bouhier, Maître de conférences à l'UVHC, HDR soutenue le 21 décembre 2012 sur le thème : « L'efficacité en droit de l'Union européenne ».  
Jury : F. Peraldi-Leneuf et Cl. Vial, Cl. Blumann, et Ph. Maddalon.
- M. Didier Lhomme, Maître de conférences à l'UVHC, HDR soutenue le 17 novembre 2016 sur le thème : « Territoires et citoyenneté en droit de l'Union »,  
Jury : S. El Boudouhi, E. Bernard, M. Gounelle, M. Guillaume Protière.
- M. Romélien Colavitti, Maître de conférences à l'UVHC, HDR soutenue le 4 décembre 2017 sur le thème « Les transformations de l'Etat membre de l'Union européenne - Etude sur la dimension nationale du droit public européen ».  
Jury : E. Bernard, J-P. Jacqué, E. Dubout, P-Y. Monjal.

## **III - PARTICIPATION A DES JURYS DE THESE**

- Mme Hélène Terriat, « Le discours juridique de l'Union européenne sur les régions » (dir. J-C. Masclat, Paris I), nov. 2013, jury : D. Charles le Bihan, P. Tavernier, D. Perrot.
- Mme Claire Prokopiak, « L'amélioration de la qualité normative en droit de l'Union » (dir. H. Pauliat, Limoges), dec 2015 ; membres du jury : P. Deumier, J. Morange, ph. Raimbaut.
- M. Pierre Berthelet (présidence du jury de thèse), « La sécurité intérieure européenne. Aspects normatifs d'une politique publique » (dir. H. Labayle, Univ. Pau), dec. 2016 ; membres du jury : E. Capitani, O. Dubos, S. Peyrou.
- Mme A-Claire Granjean (présidence du jury), « Le tiers au marché public. Entre protection des intérêts particuliers et garantie de l'intérêt général », (dir. P. Meunier, Lille 2), dec. 2016 ; membres du jury : M. Gautier, H. Hoepfner, F. Foliot Lalliot.
- M. Hervé Champin (sociologie), Construire un espace ferroviaire européen intégré : politique commune des transports et européanisations des relations professionnelles dans le secteur des chemins de fer (dir. Cl. Didry), mai 2017, ENS Paris Saclay ; membres du jury : A. Mias, M. Dressen, G. Ribeil.
- Mme Serghinia Hammoud, « Les partenariats d'innovation en droit de la commande publique », (dir. F. Lombard, Aix-Marseille), dec. 2017 ; membres du jury : Fl. Lindicht, M. Maisonneuve.

- Mme Ombeline Soulard, « Les think tanks et le processus décisionnel européen » (dir. A-M Tournepiche, Bordeaux), nov. 2018 ; membres du jury : O. Costa, F. Fines, A-M. Tournepiche.

#### IV- PARTICIPATION A DES JURYS DE HDR

- S.J Priso Essawe, L'intégration « appropriée » Éléments juridiques pour une intégration économique « par soi » et « pour soi », 22 mars 2019, Univ. Avignon, membres du jury : D. Costa, V. Michel, Cl. Vial, J. Gergkrat.
- Marion Ho Dac, « "Le traitement juridique de la circulation des personnes dans l'Union européenne - approche méthodologique", 19 juin 2019, Univ. Valenciennes, membres du jury : C. Nourissat, J-S. Bergé, M-E. Ancel, S. Franck

#### IV - ACTIVITES DE FORMATION DOCTORALE

- Membre du Conseil de l'école doctorale OMI (organisations, marchés, institutions) – Université Paris Est (depuis 2018)
- Membre du Conseil de l'école doctorale SJPG (Sciences juridiques, politiques et gestion, Lille 2, de 2012 à 2017).
- Direction (avec A. Levade) d'un dossier d'études doctorales à la Revue Politeia (2018, n° 38) réunissant 11 contributions de l'atelier « Ordres constitutionnels et européens » du congrès 2017 de l'AFDC.
- Initiateur et coordinateur de journées doctorales régionales à l'Université de Valenciennes, journées organisées annuellement depuis janvier 2011 (2011 : « Actualité de la CEDH » ; 2012 : « Actualité des sources du droit » ; 2013 : « L'Européanisation du droit » ; 2014 : « Actualité des procédures » ; 2015 : « Pertinence de la distinction droit public/droit privé »).
- Participation à de nombreux séminaires doctoraux : « La soft law en droit de l'Union européenne » (juin 2013, Rennes I) ; « Summer school du réseau Legal Research Network » (Lille, Gand, Turku, Uppsala, Groningen, Göttingen, Bristol, Budapest) (sept. 2013) ; « The challenges of democracy in the XXI century », Spetses, European Public Law Organization (sept. 2014) ; « Les flux en droit de l'Union » (Paris II, oct. 2016), « Le droit et la dette publique » (Paris V, nov. 2016) ; « L'économie digitale », Paris II janvier 2018).